

Quinquennat Macron « Acte II »

LES 10 AXES DE TRAVAIL ISSUS DU GRAND DEBAT NATIONAL

- Annonces, méthodologie et perspectives -
26 avril 2019



“ Notre projet national doit être plus juste, plus humain afin de rassembler et de réunir ; et face aux grands changements il nous faut retrouver, par le projet national et européen, la maîtrise de notre destin et de nos vies. Je crois que ce à quoi aspire très profondément le peuple français c’est de comprendre pourquoi on décide les choses, qu’on puisse en tant que gouvernants dire à un moment “nous ne sommes pas d’accord”, de ne pas tout subir ou d’avoir le sentiment qu’on s’adapte constamment au cours du monde. »

1. LA REFORME DES INSTITUTIONS

“ Nous devons changer, beaucoup plus en profondeur et rapidement, notre démocratie, notre organisation, notre administration. ”

Mesures proposées

- ☑ L’amélioration de la représentation du Parlement avec une part significative (20%) de proportionnelle lors des élections législatives ;
- ☑ Une diminution de 25 à 30% du nombre de parlementaires ;
- ☑ La limitation du nombre de mandats dans le temps ;
- ☑ L’abaissement du seuil de déclenchement du référendum d’initiative partagée (RIP) à 1 million de signataires (contre 4,7 millions actuellement) ;
- ☑ La mise en place d’un droit de pétition au niveau local visant à interpeller les élus ;
- ☑ La réforme du Conseil économique, social et environnemental (CESE) via la réduction du nombre de ses membres et la création d’un « Conseil de la participation citoyenne », composé de 150 citoyens tirés au sort qui viendront compléter l’Assemblée.

Modalités de mise en œuvre

- La plupart de ces mesures devrait s'inscrire dans le projet de loi de réformes des institutions.

Calendrier

- Le projet de loi de réformes des institutions devrait être présenté au Parlement avant l'été 2019 et le Président de la République a indiqué espérer une adoption dans « les meilleurs délais » ;
- Le premier tirage au sort des membres du conseil de la participation citoyenne devrait avoir lieu en juin 2019.

2. LA REFONTE DE LA HAUTE ADMINISTRATION

“ Si on veut que les hauts fonctionnaires soient formés différemment, il faut repenser la formation, qu'elle soit plus ouverte au monde académique, à la recherche, à l'international, qu'il y ait dans le parcours plus d'expériences de terrain. ”

Mesures proposées

- Suppression de l'ENA et des grands corps ;
- Réforme de la formation des élites ;
- Fin des carrières garanties ;
- Faciliter les passerelles entre le public et le privé.

Modalités de mise en œuvre

- Une mission est confiée à Frédéric Thiriez pour soumettre des propositions visant à refonder le recrutement, l'entrée en carrière, les modes de formation et la gestion des carrières des hauts fonctionnaires.

Calendrier

- Les propositions du rapport Thiriez devraient être publiées dans le courant de l'année 2020 ;
- Il n'est toutefois pas à exclure que le sujet émerge dans le cadre des débats autour du projet de loi de transformation de la fonction publique examiné par l'Assemblée nationale à partir du 17 mai prochain.

3. LE RENFORCEMENT DU ROLE DES TERRITOIRES

“ Je crois aux élus [...] Nous devons remettre de la présence de services publics, assurer l'accès aux services publics à moins de 30 minutes avec un accompagnement personnalisé pour les démarches de la vie quotidienne ”

Mesures proposées

- La création d'un nouvel acte de décentralisation, adapté à chaque territoire et en faveur des politiques de la vie quotidienne : logement, transports, transition écologique ;
- La mise en place d'un nouveau pacte territorial ;
- Créer de la proximité entre les métropoles et les territoires ruraux ;
- La suppression de postes en administrations centrales qui seront réaffectés vers les territoires afin de donner plus de pouvoirs au terrain ;

- D'ici à 2022, pas de nouvelles fermetures d'hôpitaux ou d'écoles, sans l'accord du maire ;
- La généralisation des maisons « France Services » dans chacun des quatre mille cantons français.

Modalités de mise en œuvre

- Le Président de la République envisage un nouveau transfert de compétences et de financements, mais aussi de responsabilité démocratique qui y est liée ;
- Pour la généralisation des maisons « France Services », le Président s'appuiera sur le dispositif existant des maisons de services au public (MSAP) créée en 2014.

Calendrier

- Une grande réorganisation de l'administration par le Premier Ministre est prévue dès juin 2019 ;
- Le nouvel acte de décentralisation est envisagé pour le 1er trimestre 2020.

4. LA FISCALITE

“ La meilleure orientation pour répondre au besoin de justice fiscale n'est pas d'augmenter les impôts de tel ou tel non mais plutôt de baisser les impôts du maximum de nos concitoyens, en particulier de toutes celles et ceux qui travaillent, et au premier chef des classes moyennes. ”

Mesures proposées

- Baisser l'impôt sur le revenu de 5 milliards d'euros ;
- Reconduire la prime exceptionnelle défiscalisée ;
- Maintien de la réforme de l'impôt sur la fortune (ISF) avec une évaluation d'efficacité ;
- Renforcer la lutte contre la fraude fiscale.

Modalités de mise en œuvre

- Le Gouvernement travaillera à la suppression de certaines niches fiscales pour les entreprises ;
- La réduction de la dépense publique via la suppression d'organismes jugées « inutiles » ;
- Mission confiée à la Cour des comptes d'évaluer les sommes perdues à cause de la fraude fiscale.

Calendrier

- Le Président de la République n'a pas donné de précisions calendaires quant à la suppression des niches fiscales ;
- La reconduction de la prime défiscalisée devrait être maintenue pour la fin de l'année 2019 ;
- L'évaluation de la réforme de l'ISF est prévue pour l'année 2020 ;
- Des mesures seront envisagées dès le projet de loi de finances pour 2020.

5. LA REFORME DES RETRAITES

“ Nous devons nous engager dans une transformation radicale qui doit remettre de la confiance, de la justice, de l'efficacité dans notre système de retraite. ”

Mesures proposées

- Maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans ;
- Mise en place d'un nouveau système de retraites par points ;
- Réindexation des retraites de moins de 2.000 euros sur l'inflation ;

- Porter la « retraite minimale » pour une carrière complète à 1.000 euros contre 637 euros aujourd'hui ;

Modalités de mise en œuvre

- La refondation complète du système de retraites sera réalisée dans le cadre des travaux menées par Jean-Paul Delevoye depuis le début du quinquennat ;
- Le nouveau système par points devrait être incitatif afin de faciliter l'allongement volontaire de départ à la retraite.

Calendrier

- Le projet de loi de réforme des retraites devrait être présenté à l'été 2019.

6. TRAVAIL ET EMPLOI

“ On a besoin de bâtir un pacte productif permettant de viser en 2025 le plein emploi. ”

Mesures proposées

- Fixer des objectifs en matière d'investissements dans la recherche publique et privée des priorités technologiques claires au niveau français comme au niveau européen ;
- La création d'un revenu universel d'activité ;
- La réforme de l'assurance-chômage ;

Modalités de mise en œuvre

- Mise en place d'un pacte productif synthétisant l'ensemble de ses objectifs ;
- Les partenaires sociaux, les associations, les élus travailleront ensemble avec le gouvernement sous l'autorité du Premier ministre pour proposer des solutions concrètes en matière de travail et d'emploi.

Calendrier

- La réforme de l'assurance-chômage devrait être présentée d'ici à l'été 2019 ;
- Des solutions concrètes d'ici à septembre pour le travail et l'emploi ;
- Le nouveau pacte pour l'emploi et la stratégie afférente devraient être présentés à l'automne 2019 ;
- Le revenu universel d'activité devrait être créé « dans les prochains mois ».

7. L'AUTONOMIE ET LA DEPENDANCE

“ Depuis des années, on fait comme semblant que ça n'existe pas totalement : il y a près d'un million et demi de nos concitoyens qui sont en situation de dépendance ce qui est une charge énorme pour leur famille. ”

Mesures proposées

- Définition des moyens publics mis en place pour financer la création d'un « nouveau risque » dans le cadre de la sécurité sociale ;
- Renforcer la place pour les aidants familiaux ;

- Réorganisation de la filière afin de créer des emplois peu qualifiés et qualifiés.

Modalités de mise en œuvre

- Les travaux sont basés sur le rapport publié par Dominique Libault en avril 2018 qui résulte de six mois de concertation

Calendrier

- Le Président de la République a indiqué que cette stratégie dépendance serait finalisée à l'automne 2019.

8. LA TRANSITION ENERGETIQUE

“ La première de ces transitions, la plus urgente, la plus impérieuse c'est évidemment le climat. ”

Mesures proposées

- Mise en place d'un conseil de défense écologique qui réunira le Premier ministre, les principaux ministres chargés de cette transition, les grands opérateurs ;
- Charger le Conseil de la participation citoyenne de redessiner toutes les mesures concrètes d'aides aux citoyens sur la transition climatique ;
- Défendre au niveau européen un prix minimum du carbone, une taxe carbone aux frontières, et une finance verte plus ambitieuse ;
- Renforcement de la lutte contre le gaspillage et en faveur de l'économie circulaire.

Modalités de mise en œuvre

- Les mesures incitatives portées par le conseil de la participation citoyenne seront soumises au Parlement pour validation ;
- Le conseil national de défense écologique sera présidé par le Président de la République et permettra d'assurer une synergie ministérielle quant aux choix stratégiques décidés.

Calendrier

- Le conseil de la participation citoyenne, dont les membres seront tirés au sort en juin 2019 devrait commencer ses travaux à l'automne 2019 ;
- Le Président de la République n'a pas donné de dates quant à la création du conseil de défense écologique ;
- Un projet de loi relatif à l'économie circulaire devrait être présenté en Conseil des ministres en juin 2019.

9. EDUCATION ET AIDE A L'ENFANCE

“ Donner à chacun les mêmes chances pour réussir et donner les moyens de mieux enseigner ”

Mesures proposées

- Etendre le dédoublement des classes à la grande section de maternelle ;
- Ne pas avoir plus de 24 élèves par classe entre la grande section et le CE1 ;

- Mieux former les professeurs avec une revalorisation de la profession en la rendant plus attractive ;
- Développer massivement les formations professionnelles courtes, en donnant accès partout sur le territoire à une large offre de formation de premier cycle ;
- Accompagner les familles pour retrouver une dynamique de la natalité ;
- Mise en place d'un système d'allocations familiale pour aller prélever directement les pensions alimentaires quand elles n'ont pas été versées ;
- Accélérer la mise en place du service national universel (SNU).

Modalités de mise en œuvre

- Ces mesures seront travaillées dans le cadre des concertations actuellement menées par le ministère de l'Éducation nationale ;
- Elles s'inscrivent dans la volonté du Gouvernement de travailler à la mise en place d'un système de formation supérieure tout au long de la vie qui viendrait remplacer la formation initiale.

Calendrier

- Certaines mesures pourraient également s'ajouter au projet de loi « école de la confiance » adopté en première lecture à l'Assemblée nationale en février 2019 et prochainement examinée au Sénat.

10. EUROPE ET INTERNATIONAL

“ Retrouver l'indispensable contrôle, c'est aussi en quelque sorte de savoir défendre, réaffirmer les permanences du projet français, de ce qui est la trame de notre nation. ”

Mesures proposées

- Refonder l'espace Schengen avec moins d'Etats ;
- Refonder la politique de développement et migratoire en préservant le droit d'asile ;
- Repenser la coopération et de développement avec les pays du sud.

Modalités de mise en œuvre

- Les élections européennes serviront de débat pour travailler à la mise en place de ces évolutions ;
- Travaux législatifs et réglementaires autour de la réforme du droit d'asile.

Calendrier

- Mise en place d'un débat annuel au Parlement sur la définition de la politique migratoire du pays.